

TABLE DES MATIÈRES

1

La chambre des entreprises en difficulté : un « couteau suisse » au service des entreprises en difficulté et de leurs créanciers 7

Pierre-Yves DE HARVEN

juge au tribunal de l'entreprise francophone de Bruxelles
(président de la chambre des entreprises en difficulté)

Jean-Benoît HUBIN

juge au tribunal de l'entreprise francophone de Bruxelles,
collaborateur scientifique à l'UNamur et à l'U.L.B.

Martin MARINX

avocat au barreau de Namur

Damien PHILIPPOT

avocat au barreau de Namur

Introduction	9
Section 1	
Genèse de la chambre des entreprises en difficulté	10
Section 2	
Missions de la chambre des entreprises en difficulté et éléments de procédure	15
Section 3	
Présentation du fonctionnement de la chambre des entreprises en difficulté	17
Section 4	
La fin du suivi par la chambre des entreprises en difficulté	28

Section 5

Incidence de la directive (UE) 2019/1023 sur la restructuration et l'insolvabilité 39

Conclusion 42

2

Actualités de la procédure de réorganisation judiciaire .. 45

Nicholas OUCHINSKY

avocat au barreau de Bruxelles, assistant à l'U.L.B.

Section 1

Les conditions d'accès à la procédure de réorganisation judiciaire 47

A. **La restriction du champ d'application *ratione personae*** 47

B. **La suppression de l'obligation de production des annexes à la requête comme condition de recevabilité de la demande** 57

C. **La notion d'abus de droit comme critère de rejet du fondement de la demande** 63

1. Le détournement du droit de sa fonction 65

2. L'abus procédural 71

Section 2

La procédure de réorganisation par accord collectif : règles actuelles et futures pour l'élaboration d'un plan de réorganisation 74

A. **L'information des créanciers** 74

1. Les règles actuelles 74

2. Les règles futures 81

B. **Les modalités de remboursement susceptibles d'être proposées aux créanciers** 84

1. Les différentes catégorisations de créanciers pouvant être prévues dans le cadre d'un plan de réorganisation judiciaire 85

2. Les mesures pouvant être proposées dans le cadre d'un plan de réorganisation judiciaire 102

3. Les limites aux modalités pouvant être prévues dans le plan de réorganisation judiciaire 111

3

Actualités en droit de la faillite 133

Florence GEORGE

professeur à l'UNamur, avocate au barreau de Liège-Huy

Section 1

L'ouverture de la faillite : les conditions 135

Section 2

Les voies de recours 138

Section 3

Le dessaisissement 142

Section 4

**L'obligation de déclarer sa créance et
les effets d'une admission** 151

Section 5

**La gestion et l'administration de la faillite : la poursuite
des contrats en cours** 155

Section 6

L'effacement 159

A. Le délai de trois mois de l'article XX.173 du C.D.E. 159

B. La portée de l'effacement 167

4

La dissolution et la liquidation déficitaire des sociétés 173

Roman AYDOGDU

professeur à l'ULiège, maître de conférences à l'U.L.B., avocat au barreau de Liège-Huy

Philippe MOINEAU

assistant à l'ULiège, avocat au barreau de Liège-Huy

Nicolas BRESSAUX

assistant à l'ULiège, avocat au barreau de Liège-Huy

Section 1

Le régime de la dissolution et de la liquidation des sociétés dans le Code des sociétés et des associations 174

A. Le nouveau régime de la dissolution des sociétés	175
1. Dissolution volontaire.....	176
2. Dissolution de plein droit.....	176
3. Dissolution judiciaire.....	176
B. Le nouveau régime de la liquidation des sociétés	178
1. Dispositions communes à toutes les liquidations, avec ou sans liquidateur.....	178
2. La liquidation sans liquidateur.....	179
3. La liquidation avec liquidateur.....	180
4. La clôture de la liquidation.....	184
5. La réouverture de la liquidation.....	186
C. Le droit transitoire	186

Section 2

La faillite sur indices des sociétés en liquidation déficitaire 187

A. La thèse de l'illégalité de la liquidation déficitaire	187
B. L'antithèse de l'infaillibilité de la liquidation déficitaire	188
C. La liquidation déficitaire comme alternative à la faillite	191
1. La loi du 8 août 1997.....	191
2. Les arrêts de la Cour de cassation des 6 mars 2003, 14 janvier 2005 et 18 février 2005.....	192
3. La loi du 2 juin 2006.....	197
4. Le Code des sociétés et des associations.....	198
D. La faillite sur indices de la liquidation déficitaire	199
1. Le soupçon.....	199

2. Autonomie des volontés et équivalence fonctionnelle entre faillite et liquidation déficiaire	201
3. L'indice	204
Section 3	
La dissolution judiciaire comme alternative à la faillite	206

5

Responsabilités des dirigeants : actualités et questions choisies en lien avec la comptabilité.....

Aurore JANSEN

juge au tribunal de l'entreprise de Liège, collaboratrice scientifique à l'ULiège

Déborah GOL

juge au tribunal de l'entreprise du Hainaut, collaboratrice scientifique à l'ULiège

Introduction.....

Section 1

Actualités en matière d'insolvabilité, spécialement concernant le statut et la responsabilité des dirigeants.....

- | | |
|--|-----|
| A. Statut de l'administrateur | 219 |
| B. Quelques actualités en matière de responsabilité des administrateurs..... | 226 |

Section 2

Comptabilité et faillite : devoirs et responsabilités en lien avec la tenue de la comptabilité.....

- | | |
|--|-----|
| A. Les obligations des membres des organes de gestion concernant
la comptabilité..... | 230 |
| 1. Qu'est-ce qu'une comptabilité régulière?..... | 230 |
| 2. Obligations des membres des organes de gestion concernant la tenue de la comp-
tabilité | 232 |
| 3. Rectification des comptes après leur approbation | 236 |
| B. La force probante de la comptabilité à l'égard du dirigeant..... | 238 |
| C. Les sanctions des obligations en matière de comptabilité..... | 240 |
| 1. L'action en comblement de passif..... | 240 |
| 2. L'action fondée sur l'absence de soumission des comptes à l'assemblée générale
et/ou sur le non-dépôt des comptes annuels – la présomption de lien causal..... | 264 |

Section 3

Renforcement des obligations des administrateurs en cas de menace sur la continuité de l'entreprise	267
A. L'obligation générale de vigilance	267
B. La procédure de « sonnette d'alarme »	269
1. Introduction	269
2. Critères de déclenchement de la procédure	271
3. La procédure de sonnette d'alarme	278
4. La responsabilité des administrateurs en cas de méconnaissance de la procédure de la sonnette d'alarme	280
5. Droit transitoire	288
C. La responsabilité en cas de faillite pour poursuite déraisonnable d'une activité déficitaire (« <i>wrongfull trading</i> »)	288
1. Conditions	288
2. Principe et montant de la condamnation	295
3. Exceptions	296
4. Comparaison avec d'autres mécanismes (non-respect de la sonnette d'alarme, refus d'effacement, aveu tardif de faillite)	297
5. Droit transitoire	300
D. Le renforcement de la responsabilité des administrateurs (et des actionnaires) en matière de distribution de dividendes	300
1. Dans les sociétés anonymes	301
2. Dans les S.R.L. et les S.C.	303

6

Développements jurisprudentiels récents en matière de garanties de paiement 309

Jean BOILEAU
assistant à l'ULiège

Frédéric GEORGES
professeur ordinaire à l'ULiège, avocat au barreau de Liège-Huy

Marine MOREAUX
collaboratrice notariale, assistante à l'ULiège

Mathilda PASSANISI
assistante à l'ULiège

Introduction 310

Section 1

Les sûretés mobilières conventionnelles 311

- A. **Le gage de droit commun** 311
 - 1. Constitution du gage 311
 - 2. Gage sur créances 311
 - 3. Cession de créance à titre de sûreté 319
 - 4. Conflit entre gagiste et d'autres créanciers 321
 - 5. Réalisation du gage 323
- B. **La clause de réserve de propriété** 323
- C. **Le droit de rétention** 329
- D. **Les sûretés financières** 334
- E. **La garantie locative** 341
- F. **La cession de rémunération** 346

Section 2

Les privilèges 350

- A. **Généralités** 350
- B. **Privilèges spéciaux sur meubles** 351
- C. **Conflits de rang et procédures collectives** 357

Section 3

Les mécanismes circonstanciels de garantie 371

- A. **La compensation** 371
 - 1. Généralités 372
 - 2. La notion de connexité 378
 - 3. Les conventions de compensation (*netting*) 382
 - 4. La compensation légale au profit de l'État 384
- B. **L'action directe de l'article 1798 de l'ancien Code civil** 390

Section 4

Les hypothèques 392

- A. **Les hypothèques légales** 392
 - 1. Généralités 392
 - 2. Extinction 395
- B. **Hypothèque conventionnelle** 396
 - 1. Généralités 396
 - 2. Tiers affectant réel 404
 - 3. Extinction 407
- C. **Mandat hypothécaire** 412
- D. **Conflit de rang** 414
- E. **Procédures collectives et hypothèque** 417